

termes d'architecture sont explicités par des notes, parfois laconiques; *tālār* devient ainsi un « petit kiosque en bois supporté par quatre colonnes ou davantage » (note 127). D'autres termes, en revanche, ne sont donnés qu'en traduction et auraient gagné à rester en persan (voir « beaux cartons à documents » ou « coussins à décor figuratif », p. 55).

L'ouvrage s'achève par une abondante bibliographie, contenant à la fois des chroniques en langues orientales et occidentales, des études historiques ponctuelles, ainsi qu'une partie sur la peinture (p. 246-251); cette dernière peut paraître un peu démesurée par rapport à l'ensemble de l'ouvrage; on peut se demander également, pourquoi avoir limité la bibliographie sur le contexte artistique à la peinture, omettant les jardins, le textile ou les bijoux par exemple. Il n'en demeure pas moins que cet ouvrage constitue une précieuse source d'information sur la vie de l'empereur Humāyūn et le contexte historique de la fondation de l'Empire moghol.

Yves PORTER
(Université de Provence)

Dror ZE'evi, *An Ottoman century: the district of Jerusalem in the 1600's*. (SUNY Series in Medieval Middle East History). Albany, State University of New York Press, 1996. 258 pages, bibliographie, index.

Cette étude est une contribution originale à l'histoire de la Palestine ottomane. Essentiellement fondée, mais non uniquement, sur l'exploitation des documents conservés dans les registres des tribunaux de Jérusalem, elle apporte de nouvelles données à la connaissance que nous pouvons avoir de cette région de la Syrie ottomane après les travaux d'A. Cohen (sur Jérusalem) et B. Doumani (sur Naplouse), qui traitent toutefois de périodes différentes.

En effet, l'étude de D. Ze'evi s'inscrit résolument dans le xvii^e siècle : dans ce siècle de « déclin », quand le contrôle du pouvoir central sur cette région se distend dès la fin du xvi^e siècle, le « district de Jérusalem » va connaître, et c'est le point central de la démonstration de l'auteur, sous la férule de pouvoirs locaux, une certaine prospérité due en grande partie à l'accroissement du commerce avec l'Europe. Cependant, avec le gouvernement à Istanbul des Köprülü et la centralisation qui est mise en œuvre dès les années 1660, ce phénomène va être interrompu, les pouvoirs locaux écartés et remplacés par des hommes venant du centre du pouvoir.

Trois grandes familles, d'origine bédouine ou circassienne, les Ṭurabāy, Farrūh et Riḍwān contrôlent dès la fin du xvi^e siècle la majeure partie de la Palestine; elles conduisent ou participent à la protection de la caravane du pèlerinage damascène vers les Villes saintes. Ces familles sont également liées par des liens de mariage, d'allégeance et d'alliance, lors de conflits armés (p. 45 sq. et tableau p. 48), et leur influence est renforcée par leurs relations avec les ordres soufis qu'elles encouragent par des *waqfs* établis à leur profit. Les sources de la richesse de ces élites ne sont pas fondées sur l'affermage des impôts comme on aurait pu

le croire, mais sur les revenus tirés des activités commerciales qu'elles pratiquent, des fondations de *waqfs* familiaux qu'elles contrôlent et qui rehaussent leur prestige, et de la collecte des taxes levées sur les communautés religieuses non musulmanes (p. 81 sq.). Et les rapports complexes que ces dynasties locales entretiennent avec le gouvernement central sont caractérisés par les conflits qui les opposent pour le contrôle du pouvoir dans la région (p. 56 sq.).

La tentative de l'État de reprendre le contrôle de la région et surtout de ses revenus provoque l'élimination des pouvoirs locaux. Mais leur disparition produit un résultat inverse à celui escompté : loin de renforcer l'autorité du pouvoir central, elle amène désordre, extension de la corruption et exploitation accrue de la population par les forces militaires qui lèvent de nouveaux impôts (p. 148 sq.); le mécontentement croissant des *re'aya* va s'exprimer dans les violentes révoltes conduites par les notables locaux contre le gouverneur et le juge, entre 1703 et 1705, obligeant le gouvernement central à les limoger, favorisant ainsi à moyen terme l'émergence d'une nouvelle élite locale (p. 82-85).

L'auteur inscrit son étude dans l'historiographie ottomane. Le caractère « ottoman » et musulman de Jérusalem est ainsi mis en évidence mais on hésite sur les raisons qui l'ont poussé à quasiment occulter ses caractéristiques multiconfessionnelles ou démographiques (p. 24); ou à négliger de présenter plus en détail les révoltes du début du xviii^e s. — il est vrai examinées dans un article par un autre chercheur — qui mettent fin à une époque. On regrettera, plus particulièrement toutefois, que la masse volumineuse des registres de Jérusalem (15) dépouillés par D.Z. et l'abondance des informations qu'ils proposent, ne l'aient pas incité, par exemple, à traiter d'une manière véritablement approfondie, voire quantitative, certaines questions : le thème des prix et des monnaies au xvii^e siècle, exécuté en deux pages et demie (143-145), relève simplement que « le taux galopant d'inflation caractéristique de la fin du xvi^e siècle semble s'être considérablement ralenti... »; et D.Z. utilise, trop souvent à notre sens, l'expression « beaucoup de documents » (ou des équivalents) — mais par rapport à quel nombre? — en choisissant de ne présenter qu'un ou deux actes, pour illustrer et justifier une argumentation qui couvre souvent un siècle : cela confère à son étude un certain caractère impressionniste. Enfin, ajoutons qu'aucune carte de la région ou aucun plan de la ville ne viennent apporter au lecteur un supplément de confort afin de mieux apprécier ce texte souvent dense et fourmillant de toponymes.

Ces quelques réserves étant faites, cet ouvrage propose une image captivante de cette région de la Palestine ottomane; l'analyse de la transformation graduelle du système des timars en un système « de sous-affermage sur une base locale » échappant à l'État (chap. v), que l'on ne retrouve pas à notre connaissance ailleurs dans l'Empire, est particulièrement originale. Cette étude devrait donc ouvrir la voie à d'autres recherches sur des points que l'auteur n'a fait qu'effleurer, la vie matérielle de cette société, son univers culturel tel que l'on peut l'appréhender à travers la possession de livres (p. 32), la question des monnaies et des prix déjà évoquée, mais également à des comparaisons fructueuses avec d'autres parties de la Syrie ottomane ou de l'Empire.

Jean-Paul PASCUAL
(CNRS - IREMAM)

Jane HATHAWAY, *The Politics of Household in Ottoman Egypt. The Rise of the Qazdağlıs*. Cambridge University Press (“Cambridge Studies in Islamic Civilization”), 1997. xvii + 198 p.

L'ouvrage attendu de Jane Hathaway¹⁴ propose un réexamen des structures politiques de l'Égypte ottomane. Il s'adresse non seulement aux historiens de l'Égypte prémoderne, mais aussi à tous les ottomanistes, ainsi qu'aux lecteurs intéressés par la nature des pouvoirs militaires. La période choisie, du milieu du xvii^e siècle au milieu du xviii^e s., période complexe, pour ne pas dire obscure, de décadence supposée, bénéficie depuis quelque temps d'un renouveau d'intérêt bienvenu. Elle correspond pour l'Égypte ottomane à la prédominance politique de grandes maisons éternellement rivales jusqu'à ce que dans les années 1750 l'une d'elles, les Qazdağlı, accapare à son seul profit le pouvoir. Le livre est d'une intelligence et d'une richesse peu communes. Il souffre par endroits de sa longueur trop restreinte, due sans doute aux exigences éditoriales; la discussion d'idées, le débat historiographique prennent parfois le pas sur l'information, qui devient alors allusive et rend la compréhension périlleuse pour le lecteur non initié à l'histoire politique de la province d'Égypte. Je recommanderais à celui-ci, de lire au préalable l'ouvrage d'André Raymond, *Le Caire des Janissaires. L'apogée de la ville ottomane sous 'Abd al-Rahmân Katkhudâ*, Paris, CNRS Éditions (« Patrimoine de la Méditerranée »), 1995, dont les p. 21-31 reposent, pour une large part, sur les recherches alors inédites de Jane Hathaway.

L'essentiel de l'information provient des chroniques contemporaines en turc ottoman et en arabe, et des archives d'Istanbul, en particulier les registres des ordres du Divan (*Mühimme* et *Mühimme-i Mısrı defterleri*), quelques registres financiers relatifs à la solde des troupes en Égypte et à l'impôt foncier, et divers documents concernant la gestion des *waqfs* des Lieux saints. L'exploitation des archives d'Istanbul renouvelle en profondeur nos connaissances sur l'Égypte ottomane qui jusqu'ici, si l'on excepte les travaux pionniers de Stanford J. Shaw, se fondaient principalement sur les archives du Caire. On peut d'ailleurs regretter que l'auteur n'ait pas procédé au moins à quelques sondages dans les registres des tribunaux du Caire, qu'André Raymond a utilisés de manière magistrale : elle y aurait trouvé sans peine de quoi donner plus de chair à son évocation des principaux personnages du temps, que nous connaissons en fait bien peu. La documentation paraît de même trop partielle pour étayer solidement les affirmations relatives à la « stratégie » économique des maisons (p. 130-138). Cependant l'insistance sur les archives d'Istanbul se soutient ici d'un parti pris affirmé dès la première page, et remarquablement défendu : celui d'éclairer l'évolution de la province d'Égypte par le contexte plus large de l'Empire ottoman.

C'est dans cette optique que sont exposées, dans les trois premiers chapitres, les structures politiques de l'Égypte ottomane. Le chapitre 1 est une excellente introduction situant l'Égypte

14. Elle a soutenu en 1992 à Princeton son PhD sous le titre *Years of Ocağ Power: The Rise of the Qazdağlı Household and the Transformation of Ottoman Egypt's Military Society*.